



Liminaire FSU au CA 28 novembre 2023

Monsieur le Président, Mesdames les administratrices et Messieurs les administrateurs,

Pour ce premier Conseil d'Administration qui suit la nomination de Mme Scherrer-Effosse à la tête de l'AEFE, les syndicats de la FSU lui souhaitent la bienvenue.

C'est une lourde tâche qui lui incombe dans un contexte d'inflation grandissante conjuguée à de multiples réformes. En effet, que ce soit sur la **refonte de l'ISVL/ICCVL**, sur la réforme des **prestations familiales** ou sur la prise en charge de la **protection sociale complémentaire (PSC)**, les perspectives s'annoncent sombres ou incertaines pour les personnels. Le contexte d'inflation a également de lourdes conséquences sur le pouvoir d'achat des personnels et notamment sur celui des **personnels de droit local, dont les rémunérations doivent être réévaluées au regard des évolutions locales**. Dans de nombreux pays, des révisions de grilles d'avancement et de couverture sociale sont nécessaires.

En Tunisie, les personnels de droit local sont frappés par une perte sèche de pouvoir d'achat à cause d'une mesure fiscale. Néanmoins cette situation est la conséquence de la négligence de l'employeur depuis de bien trop nombreuses années. Par ailleurs au Maroc la même menace plane.

L'avenir du réseau reste une préoccupation majeure des personnels, tant en Centrale qu'à l'étranger. Conformément à nos mandats et sur la base de la forte majorité exprimée par les personnels lors des dernières élections professionnelles, les syndicats de la FSU sont présents dans le cadre d'un dialogue social ouvert et constructif, comme force de propositions.

Force est de constater que le dialogue social est à la peine! Nous lançons des alertes sans obtenir de réponse ou alors trop tardives sur des sujets importants pour la vie du réseau.

Serait-ce la commande présidentielle CAP 2030 qui accapare les différents services de l'Agence, son budget et ses priorités? Nous n'osons le croire! Dans tous les cas, une réaction s'impose, dans l'intérêt de l'opérateur public. Nous affirmons de nouveau haut et fort que l'AEFE est un modèle qui fonctionne, mais aussi qu'il faut d'urgence cesser d'en organiser la déstabilisation, qui conduira inexorablement à sa destruction. Rappelons ici le triste franchissement d'une ligne rouge au dernier Conseil d'administration, par le **conventionnement de l'établissement de Sharjah avec une entreprise à but lucratif, entorse, que dis-je, entaille, ou plutôt coup de hache porté aux règles de la convention type**. Et ce ne sont pas les réponses qu'on apporte à notre interrogation sur le sujet aujourd'hui qui vont nous rassurer, bien au contraire!

À l'appel des syndicats de la FSU, les personnels du réseau se mobilisent aussi aujourd'hui, pour envoyer un message fort à l'Agence: nous n'accepterons pas de "réformes" pour lesquelles il nous faudrait juste arbitrer entre ceux qui perdent peu et ceux qui perdent plus.

La FSU rappelle ici sa volonté de défendre, comme elle l'a toujours fait, un service public d'éducation de qualité qui prend en compte et respecte les usagers et les personnels.

Avec les syndicats de la FSU, nous serons toujours présents et mobilisés contre les projets de privatisation du réseau et pour le maintien et le développement des moyens et des missions de service public de l'AEFE.